



Commission des limites du plateau continental

Distr. générale
25 mai 2001
Français
Original: anglais

Neuvième session

New York, 21-25 mai 2001

Déclaration du Président de la Commission des limites du plateau continental sur l'état d'avancement des travaux de la Commission

1. La Commission des limites du plateau continental a tenu sa neuvième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 21 au 25 mai 2001, conformément à la décision qu'elle avait prise à sa huitième session (CLCS/25, par. 18). Elle a tenu neuf séances.

2. Les 17 membres de la Commission ci-après ont assisté à la session : Alexandre Tagore Medeiros de Albuquerque, Osvaldo Pedro Astiz, Lawrence Folajimi Awosika, Harald Brekke, Galo Carrera Hurtado, Peter F. Croker, Noel Newton St. Claver Francis, Kazuchika Hamuro, Karl H. F. Hinz, A. Bakar Jaafar, Mladen Juračić, Yuri Borisovitch Kazmin, Iain C. Lamont, Wenzheng Lu, Yong Ahn Park, Daniel Rio et Krishna-Swami Ramachandran Srinivasan. Ali Ibrahim Beltagy, Samuel Sona Betah, Andre Chan Chim Yuk et Chisengu Leo Mdala, retenus par des questions d'intérêt national, n'ont pas pu y assister.

3. La Commission était saisie des documents suivants :

- Ordre du jour provisoire (CLCS/L.11) qui, après avoir été adopté sous une forme modifiée, est paru sous la cote CLCS/28;
- Directives scientifiques et techniques de la Commission des limites du plateau continental (CLCS/11 et Corr.1; CLCS/11/Add.1 et Corr.1 et 2);

- Examen des projets de formation existants et des capacités disponibles au sein du système des Nations Unies (CLCS/15);
- Diagramme illustrant les principales étapes de la soumission par un État côtier d'une demande à la Commission des limites du plateau continental (CLCS/22);
- Plan d'un cours de formation de cinq jours sur le tracé de la limite extérieure du plateau continental au-delà de 200 milles marins et sur la soumission d'une demande à la Commission des limites du plateau continental par un État côtier (CLCS/24 et Corr.1);
- Déclaration du Président de la Commission des limites du plateau continental sur l'état d'avancement des travaux de la Commission (CLCS/25);
- Lettre datée du 9 octobre 2000, adressée au Président de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies par le Président de la Commission des limites du plateau continental (CLCS/27);
- Moyens techniques et capacités d'adaptation logistique du Secrétariat aux fins de l'examen des demandes des États côtiers (CLCS/INF/1), et mises à jour;

- Modules pour le cours de formation de cinq jours et une évaluation du temps nécessaire à la préparation du matériel (CLCS/CRP.17);
- Documents de la onzième Réunion des États Parties qui présentent un intérêt pour les travaux de la Commission (SPLOS/64; SPLOS/65; SPLOS/66; et SPLOS/67);
- Autres documents et propositions présentés par les membres de la Commission.

4. La session a été ouverte par le Président, M. Yuri B. Kazmin. Dans sa déclaration liminaire, il a présenté le programme de travail de la neuvième session de la Commission, soulignant en particulier que celle-ci aurait principalement à examiner des questions relatives à la formation et aux procédures d'examen des demandes au niveau de la Sous-Commission. S'agissant de la formation, il a rappelé les tâches à accomplir en application des décisions approuvées aux septième et huitième sessions (CLCS/21, par. 15, 17 et 26, et CLCS/25, par. 10 et 11).

5. Le Président a également proposé d'amender l'ordre du jour provisoire afin d'y insérer une question additionnelle intitulée « Décision de la onzième Réunion des États parties à la Convention concernant la date du début du délai de 10 ans applicable à la soumission de demandes à la Commission, visé à l'article 4 de l'annexe II à la Convention, et d'autres questions intéressant la Commission qui ont été examinées lors de la Réunion », compte tenu de la décision adoptée à la onzième Réunion des États Parties (SPLOS/72). Il convenait également d'inscrire un autre point à l'ordre du jour sur les questions de confidentialité liées aux travaux de la Commission. Ces propositions ont été acceptées et l'ordre du jour ainsi modifié a été adopté (CLCS/28).

6. Au titre du point 4 de l'ordre du jour, intitulé « Préparatifs relatifs à la réception et à l'examen des demandes », le Président a rappelé qu'il avait adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une lettre dans laquelle il demandait qu'il soit remédié au manque de personnel et à l'insuffisance des locaux. Il a fait remarquer qu'il n'avait pas encore reçu de réponse officielle à cette lettre. À cet égard, les membres de la Commission ont demandé à la Directrice de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, du Bureau des affaires juridiques, quels étaient les moyens mis en oeuvre par le Secrétariat pour résoudre les problèmes soulevés par le Président

dans sa lettre et ce dont la Division avait besoin pour la réception et le traitement des demandes. La Directrice de la Division a rappelé dans sa réponse que les services fournis par le Secrétariat à la Commission étaient définis par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les résolutions de l'Assemblée générale, notamment la plus récente, la résolution 55/7 du 30 octobre 2000, et les décisions de la Réunion des États Parties. Le Conseiller juridique, s'appuyant sur le mandat qui lui était confié en vertu de ces documents, avait approuvé le programme interne et les mesures budgétaires correspondantes. C'était dans ce cadre que ce type de demandes était habituellement examiné et la lettre adressée au Secrétaire général par le Président avait donc été transmise au Conseiller juridique. La requête de la Commission s'agissant du personnel n'avait été que partiellement satisfaite dans le projet de budget pour 2002-2003 mais, en revanche, la Division était désormais à même d'acquérir peu à peu des équipements de pointe, comme en avait témoigné récemment l'achat d'un scanner grand format. La Directrice a assuré à la Commission que le Secrétariat pourrait assumer ses responsabilités et fournir des locaux adéquats si la demande en était faite.

7. La Commission a décidé que le Président devrait préparer une nouvelle lettre à l'intention du Secrétaire général, pour renouveler sa demande de personnel et de locaux et souligner que les membres de la Commission étaient préoccupés par les capacités techniques et scientifiques de la Division, d'autant plus qu'il était possible que le Secrétaire général reçoive dans un avenir proche une demande très longue et d'une grande complexité.

8. S'agissant du point 5 de l'ordre du jour intitulé « Procédures d'examen des demandes au niveau de la Sous-Commission », la Commission a demandé à son comité de rédaction, présidé par M. Galo Carrera, d'examiner la question et d'établir un projet de proposition.

9. Le Comité de rédaction s'est réuni à plusieurs reprises et a établi un document intitulé « Procédure interne de la Sous-Commission de la Commission des limites du plateau continental », soumis à la Commission pour examen. Dans son rapport à la Commission, le Président du Comité de rédaction a également soulevé plusieurs questions qui pourraient déboucher sur des révisions du *modus operandi* de la Commission. Après examen, la Commission a adopté le document par consensus (CLCS/L.12).

10. En ce qui concerne le point 6 de l'ordre du jour, intitulé « Questions relatives au cours de formation à l'intention des États en développement concernant la fixation des limites extérieures de leur plateau continental au-delà de 200 milles marins et l'établissement des demandes à soumettre à la Commission conformément à l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », la Commission a poursuivi les débats entamés lors des septième et huitième sessions. À cet égard, le Président a fait référence au programme d'action sur la formation, ainsi qu'à d'autres documents pertinents de la Commission. Le Groupe de travail sur la formation, présidé par Lawrence Awosika, s'est de nouveau réuni pour formuler des suggestions spécifiques en la matière.

11. Au cours des séances plénières, les membres de la Commission se sont notamment interrogés sur l'établissement d'une estimation des coûts du module pour un cours de formation de cinq jours (CLCS/21, par. 15 et 16, et CLCS/25, par. 10).

12. À ce sujet, la Directrice de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer a souligné que la Commission avait décidé de ne pas fixer de délai pour le projet et que les éléments contenus dans le plan général du module de formation n'étaient pas suffisants pour établir une estimation fiable. Elle a fait observer que l'Assemblée générale, après avoir pris note du document sur le cours de formation de cinq jours, avait, dans la résolution 55/7, appelé les États et les organisations intergouvernementales compétentes à envisager de concevoir et de proposer des stages du même genre. Par ailleurs, la Commission ne pouvait à cet égard formuler que des recommandations puisqu'elle avait elle-même reconnu qu'il n'entraînait pas dans son mandat d'organiser des cours de formation (CLCS/25, par. 11).

13. Les membres de la Commission ont ensuite demandé s'il était prévu d'inclure au programme de publications de la Division un document, inspiré du diagramme, sur la procédure à suivre pour l'établissement des demandes. La Directrice de la Division a souligné dans sa réponse que, même si le Secrétariat souhaitait se lancer dans la préparation d'un tel manuel, tâche qui exigerait des ressources importantes, il aurait probablement besoin pour ce faire d'un mandat de l'Assemblée générale. Elle a également déclaré que si la Commission voulait recommander la convocation d'un groupe d'experts à cet effet, le projet de budget du prochain exercice biennal comportait déjà les crédits

nécessaires. La Commission a décidé de prendre note des renseignements fournis par le Secrétariat.

14. La Directrice a également informé la Commission de la situation s'agissant des deux fonds d'affectation en rapport avec les travaux de la Commission, créés par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/7. Le premier fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions volontaires avait été créé pour financer la formation de personnel technique et administratif ainsi que des services consultatifs et du personnel scientifiques et techniques, et pour aider les États en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, à entreprendre des études documentaires, à planifier des projets et à soumettre les informations visées à l'article 76 et à l'annexe II de la Convention, conformément aux Directives scientifiques et techniques de la Commission des limites du plateau continental. Le second fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions volontaires avait, quant à lui, été créé pour défrayer les membres de la Commission originaires de pays en développement du coût de leur participation aux sessions de celle-ci. La création des fonds s'était accompagnée de l'ouverture de comptes. Le Gouvernement norvégien avait fourni pour le premier fonds plus d'un million de dollars, montant qui comprenait des contributions qu'il avait d'abord versées sur un autre fonds, qui avait été fermé. Aucune contribution n'était venue jusqu'alors alimenter le fonds d'affectation spéciale permettant de défrayer les membres de la Commission originaires de pays en développement du coût de leur participation aux sessions de celle-ci.

15. La Commission a pris note des renseignements que le Président du Groupe de travail sur la formation lui a donnés en ce qui concerne les travaux de ce groupe au cours de la neuvième session. Compte tenu des renseignements fournis par le Secrétariat et étant donné qu'il demande des éléments d'information supplémentaires, la Commission a de nouveau prié le Secrétariat de préparer un « manuel de formation à l'établissement des demandes à soumettre à la Commission des limites du plateau continental », pour permettre aux États concernés, notamment aux pays en développement, de préparer plus aisément leur demande. Elle a également décidé que le plan général devait être arrêté et soumis au Secrétariat trois mois avant le début de la session de l'Assemblée générale, sous la responsabilité du Président du Groupe de travail, M. Awosika.

16. La Commission a demandé de nouveau au Secrétariat de continuer à établir une estimation des coûts du module pour un cours de formation de cinq jours à la Jamaïque (CLCS/21, par. 15 et 16, et CLCS/25, par. 10), en collaboration avec les membres du Groupe de travail sur la formation.

17. La Commission a également exprimé sa gratitude au Gouvernement norvégien pour sa généreuse contribution au fonds d'affectation spéciale susmentionné.

18. Au titre du point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Décision de la onzième Réunion des États Parties à la Convention concernant la date du début du délai de 10 ans applicable à la soumission de demandes à la Commission, visé à l'article 4 de l'annexe II à la Convention, et d'autres questions intéressant la Commission qui ont été examinées lors de la Réunion », la Commission a entendu un exposé de son Président sur les débats qui avaient eu lieu lors de la Réunion et sur la décision en question.

19. La Commission a pris note de la décision concernant la date du début du délai de 10 ans prévu à l'article 4 de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour soumettre des demandes à la Commission des limites du plateau continental, qui avait été adoptée lors de la onzième Réunion des États Parties le 18 mai 2001 (SPLOS/72).

20. En ce qui concerne le document d'information intitulé « Problèmes concernant l'article 4 de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », établi par le Secrétariat à la demande de la dixième Réunion des États Parties et examiné lors de la onzième Réunion (SPLOS/64), la Commission a noté qu'elle n'avait pas été consultée sur les questions présentées dans le document d'information. Les vues exprimées dans ce document étaient donc celles du Secrétariat de l'ONU et ne reflétaient pas nécessairement l'opinion de la Commission. La Commission a indiqué qu'elle était disposée à l'avenir, si on le lui demandait, à donner son avis sur les questions techniques et scientifiques en rapport avec les limites du plateau continental.

21. Sur les questions de confidentialité liées aux travaux de la Commission, le Comité de la confidentialité s'est réuni sous la présidence de M. Galo Carrera. Après avoir examiné les questions soulevées par certains membres de la Commission, le Comité a conclu à l'unanimité qu'il n'était pas nécessaire, au stade actuel, d'apporter des révisions supplémentaires à l'annexe II

du Règlement intérieur. La Commission a pris note de cette conclusion.

22. En ce qui concerne le point de l'ordre du jour intitulé « Proposition concernant le statut d'observateur accordé à la Commission aux réunions des États Parties à la Convention et dans d'autres instances appropriées », le Président a appelé l'attention des membres de la Commission sur les observations formulées par le Président de la onzième Réunion des États Parties, qui avait notamment déclaré qu'accorder le statut d'observateur à la Commission pourrait permettre de renforcer les liens entre la Réunion des États Parties et la Commission. La Commission a décidé de demander le statut d'observateur en faisant parvenir une lettre de son Président au Président de la prochaine réunion des États Parties. S'agissant des autres instances, la Commission a décidé d'examiner la question plus avant de prendre des mesures.

23. Au titre des questions diverses, la Commission a examiné la question des dates et des lieux de ses prochaines sessions. Conformément à la décision qu'elle avait prise lors de sa huitième session (CLCS/25, par. 18) et en l'absence de demande, la Commission a décidé de ne pas tenir d'autre session en 2001. Elle a aussi décidé que sa dixième session en 2002 durerait trois semaines (à compter de la semaine du 15 avril 2002), au cas où une demande aurait été présentée. Si aucune demande n'était reçue ou n'était prête à être examinée, la dixième session pourrait être réduite à une semaine, voire annulée, selon le volume de travail de la Commission.

24. En vue de l'élection des 21 membres de la Commission lors de la prochaine réunion des États Parties à la Convention en mai 2002, la Commission a proposé que la onzième session de la Commission, dans sa composition nouvelle, se déroule du 24 au 28 juin 2002.

25. La Commission a de nouveau adressé ses remerciements au personnel de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, ainsi qu'aux interprètes, traducteurs et autres membres du personnel pour l'assistance et les services fournis durant la neuvième session.